

L'ACTION REVENDICATIVE

S'il est une campagne revendicative dont le sens et les conditions doivent être, sous peine d'un échec complet, bien connu de tous les militants, c'est bien celle qui a été décidée cette année. Dans la ligne des travaux du Congrès de Dijon, le mouvement a en effet élaboré une plateforme revendicative qui puisse faire l'objet d'une action de très grande envergure, et réalisable pratiquement. Par un certain nombre de cheminements convergents, nous avons abouti à une première conclusion : la nécessité d'orienter nos campagnes revendicatives, pour une longue période, essentiellement dans le domaine universitaire ; la deuxième, c'est qu'un tel choix nous fournit également l'occasion de revoir complètement nos méthodes d'action.

Puisqu'en somme il s'agit d'une reconversion des buts et des moyens que se donne notre mouvement, essayons d'en clarifier les motifs et les conditions.

LA PRIORITÉ A L'UNIVERSITAIRE

Trois approches successives de la question permettent d'expliquer le choix qui a été fait : d'abord, l'analyse critique de nos revendications passées ; ensuite, l'approfondissement de la politique actuelle et à venir du pouvoir, et notre façon de nous situer par rapport à cette politique ; enfin, l'analyse de la condition étudiante, des problèmes qui se posent actuellement aux étudiants.

Les actions revendicatives traditionnelles

Si nous nous penchons sur les actions revendicatives des années passées, nous faisons deux constatations principales :

a) elles ont été souvent réalisées sur la base de « plateforme fourre-tout » ; on descendait dans la rue pour revendiquer simultanément des bourses, des logements, des restaurants, la cogestion de l'Université, l'allocation d'études, des amphis et pas de canons, etc... Dans tout cela, qu'est-ce que le mouvement voulait principalement obtenir à l'issue de son action revendicative ? Généralement, ce n'était pas précisé : il n'obtenait donc rien.

b) elles faisaient apparaître un divorce entre deux sortes de revendications :

— d'un côté, des revendications, concrètes, apportant une solution à court terme ; ces

revendications avaient pour effet, si elles aboutissaient, une amélioration au système existant (bourses, oeuvres universitaires...).

— d'un autre côté, des idées de réformes profondes, mettant en cause ce même système, et sur lesquelles nous faisons beaucoup plus de la sensibilisation que de la revendication (allocation d'études, réforme de l'enseignement, etc...).

Pourquoi une telle attitude ? Sans nous appesantir sur ses raisons on peut au moins rapidement en dénoncer deux ; d'abord, le fait que la mobilisation totale de nos forces sur la question algérienne avait fait passer au second plan la réflexion sur les problèmes de la revendication ; il ne s'agit pas, loin de là, de critiquer le choix qu'avait fait, à l'époque, le mouvement étudiant⁽¹⁾, mais de regretter que le mouvement n'ait pas su prendre à temps les décisions qui s'imposaient après la fin de la guerre d'Algérie. Ensuite, peut-être certains ont-ils, consciemment ou inconsciemment, pensé que, pour nos revendications essentielles, le mouvement devait attendre l'arrivée d'un pouvoir politique susceptible de les satisfaire, et qu'étant donné la nature de celui de la Ve République, seuls des

¹) Il faut souligner, d'ailleurs, que la seule action revendicative qui ait connu un succès certain au cours de cette période a été celle menée sur les **sursis** : action de masse, concernant l'ensemble des étudiants, action spécifique : la grève sur les sursis de 1960 n'était engagée que sur cette question. On pourrait, tout au long de cet article, reprendre l'exemple de cette action qu'on oublie parfois un peu trop.

revendications telles que l'amélioration des bourses, les constructions de cités, etc... Sur ce problème du **préalable politique**, d'ailleurs, le débat n'est pas clos ; comment d'ailleurs le serait-il ? En effet, si nous pensons ne pas devoir poser ce préalable, comme nous le verrons ci-dessous, pour un certain nombre de questions, c'est à cause d'un certain nombre de réalités objectives. Si, par exemple, le rapport de forces nous était plus défavorable, ou si d'autres problèmes de nature différente devaient être posés, notre réponse pourrait être très différente. Voulant ici poser les problèmes concrets nous n'engagerons pas le débat ; mais il faut rappeler que l'étudiant serait une solution de facilité qui pourrait le cas échéant, nous être très néfaste.

Quoi qu'il en soit, l'absence de choix fondamentaux dans l'établissement de nos plates-formes, et la contradiction dans celles-ci entre les revendications immédiates et les thèmes généraux favorisés du mouvement depuis la Charte de Grenoble, ont eu des conséquences très négatives.

D'abord il faut voir que, depuis 1958 ⁽²⁾, nos actions sur de telles plates-formes n'ont pas mobilisé la grande masse des étudiants, à quelques rares exceptions près : en particulier dans certaines villes universitaires de province où un problème très criant et concernant un grand nombre d'étudiants était mis en avant dans l'action revendicative. Ensuite, nous n'avons pas, pour de telles actions une très grande audience ; quelle serait-elle d'ailleurs aujourd'hui s'il n'y avait pas eu l'action pour la paix en Algérie ? Enfin, et c'est peut-être la conséquence la plus grave, le simple rappel « pour mémoire » des objectifs fondamentaux du mouvement, détournait les militants d'une action syndicale qui ne méritait plus l'engagement de leurs énergies, et tendait à faire passer ces objectifs, auprès de la grande masse, pour des utopies. N'aurait-ce même pas été le cas pour bien des responsables ? Il est assez symptomatique de constater que les plus difficiles à convaincre de l'orientation que nous avons prise seront peut-être ceux qui ont été à la tête du mouvement dans un passé récent, alors qu'ils ne se privaient pas d'affirmer la nécessité d'une allocation d'études ou de la cogestion de l'Université ; et que, par contre, l'accord est bien plus facile avec nos « anciens » de Grenoble, des premières années du syndicalisme étudiant après la libération...

Cela tend à prouver que nous devons intégrer nos actions revendicatives dans la perspective de ces revendications fondamentales : chaque succès étant un pas de plus dans le sens des transformations que nous voulons obtenir.

² Mais le succès des actions du premier trimestre de l'année 1958-59 n'était-il pas essentiellement politique ?

Cela signifie que le mouvement doit avoir une **stratégie revendicative**. Mais aussi que l'accent doit être mis sur les problèmes auxquels sont liés ces transformations ; ceux de **l'activité de l'étudiant**, c'est-à-dire les problèmes universitaires.

Que voulons-nous ?

Que pouvons-nous obtenir du Pouvoir ?

Nos plates-formes revendicatives, telles que nous les avons rappelées, étaient principalement centrées sur les problèmes matériels des étudiants. Quelques remarques s'imposent d'abord sur la façon dont elles ont été réalisées. Il faut noter que, non seulement les solutions n'étaient pas inscrites dans la perspective de nos revendications fondamentales, mais elles étaient parfois posées dans des termes inexacts : par exemple, n'avons-nous pas eu tort de poser **en tant que tel** le problème du logement étudiant (ce qui est contraire aux principes mêmes du mouvement : « il n'y a pas de problèmes étudiants, mais des aspects étudiants de problèmes nationaux ») alors qu'il y a évidemment le problème d'une politique du logement en France, quantitativement insuffisante, et n'apportant pas de solution au problème général du logement des isolés (jeunes travailleurs), au logement des jeunes ménages, etc... Par ailleurs, nous avons vu le mouvement s'essouffler sur des revendications partielles (l'allocation logement par exemple). Faut-il faire peser tout le poids de notre action sur des revendications de ce type ?

Incontestablement, notre action bute sur une hostilité assez systématique du pouvoir à l'égard du syndicat étudiant. Face à cette hostilité, deux solutions sont possibles : ou bien essayer de la tourner en proposant des solutions techniquement réalisables, mais n'incluant aucune des transformations de structure, « qualitatives », auxquelles nous sommes attachés. N'est-ce pas là une démission de notre action syndicale ? Nous en connaissons d'ailleurs le résultat ⁽³⁾. Ou bien essayer de la prendre de front, dans ses fondements essentiels.

³ Un exemple frappant à cet égard est celui du logement étudiant. Face aux problèmes qu'il posait, face au bruit que nous avons fait ces dernières années, le gouvernement ne pouvait pas ne rien faire. Au rythme engagé par le budget 1964, l'objectif minimum de construction que nous avions fixé (17 % d'étudiants logés à la fin du IV Plan), pourrait presque être rattrapé. C'est un succès pour nous, mais relatif: que deviennent, dans tout cela, nos propositions concernant les aspects qualitatifs du logement, l'intégration de l'étudiant, etc... Ne va-t-on pas loger les 17 % d'étudiants dans ces campus que nous condamnons ?

Cette hostilité politique se cache derrière des impossibilités financières. Mais ne nous y trompons pas. L'exemple de la suppression de la cogestion, qui vient d'intervenir, est là pour nous rappeler que le pouvoir actuel met en oeuvre une politique qui tend à résoudre certains des problèmes existants en mettant par ailleurs en cause l'autonomie de l'Université. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que, au même moment, on tente de mettre une tutelle politique sur divers services de l'enseignement, et par ailleurs on parle d'une politique d'enseignement supérieur tendant à effectuer une « sélection » après le baccalauréat, on a institué un « troisième bac ? ».

Si nous sommes réalistes, nous devons bien nous rendre compte que le Gouvernement ne pourra pas rester éternellement impuissant devant la crise que subit l'Enseignement supérieur et qui va maintenant se développer dans toute son ampleur. Cette crise, rappelons-le maintenant, a deux composantes principales :

— il s'agit d'abord de « l'explosion » quantitative de l'enseignement supérieur, nous sommes maintenant dans la partie la plus ascendante de la courbe et, si le rythme est maintenu, le chiffre de plus de 500.000 étudiants prévus par le IV^e plan pour 1969 sera rapidement dépassé. La crise en ce domaine, est manifestée par le décalage se maintenant à peu près d'une année sur l'autre entre la capacité d'accueil et d'enseignement de l'Enseignement Supérieur et le nombre d'étudiants à accueillir et à former.

— Mais il s'agit aussi du vieillissement relatif d'un Enseignement supérieur incapable jusqu'à présent de faire face sur le plan qualitatif aux exigences de la formation de ce qu'il est convenu d'appeler les « cadres supérieurs » de la nation. Si certains ont pu longtemps fermer les yeux sur cette autre crise, elle devient maintenant trop évidente pour que l'on continue à l'ignorer.

Le problème est de savoir si ce qui sortira de cette crise sera positif et si, en définitive, elle aura été utile. Il nous appartient donc de peser de tout notre poids pour que ce soit le cas. Nous ne pouvons certes pas défendre l'Université actuelle ; ce serait du poujadisme, et, au surplus, elle est indéfendable. Nous devons prendre de vitesse le pouvoir qui, tout à coup, a des idées de réforme, mais certainement contradictoires avec les nôtres.

La meilleure défense, c'est donc l'attaque, et la bataille doit se jouer sur le terrain où se fait en réalité la politique gouvernementale, c'est-à-dire sur le terrain universitaire. Nous avons des propositions concrètes, qui vont devenir de plus en plus complètes, sur une réforme de l'enseignement supérieur qui aille dans le sens d'une université moderne et démocratique. Pour cela, nous ne devons pas laisser au pouvoir le monopole du **réalisme** et de l'**efficacité** ; ce que nous devons proposer doit être techniquement réalisable. En

l'occurrence, nous avons des atouts énormes ; par exemple celui d'être actuellement en avance sur l'administration de l'éducation nationale dans l'analyse critique de l'Enseignement supérieur actuel

Mettre tous les étudiants « dans le coup »

Les problèmes qui se posent aux étudiants, et auxquels le syndicat doit répondre, sont multiples ; mais, de ce fait, ils sont très divers : problèmes de logement, de nourriture, de niveau de vie, problèmes d'études, de temps de transport, de conditions de travail. etc...

Les solutions qui ont été jusqu'ici apportées à ces problèmes n'ont fait qu'accroître leur diversité : l'étudiant bénéficie de formes d'assistance étatique différenciées selon les problèmes à résoudre : assistance logement, assistance de transport, assistance repas, bourses d'études, etc... Ainsi le milieu étudiant est **morcelé** par ses problèmes et leurs solutions. Un tel morcellement paraît évidemment mauvais en soi, et, par ailleurs, réagit à son tour sur l'action revendicative du mouvement en l'éparpillant encore plus en revendications de catégories.

Les problèmes qui se posent à un milieu donné peuvent, semble-t-il, être regroupés en deux groupes principaux :

— le groupe des problèmes de consommation (logement, nourriture, loisirs, transports) qui est celui auquel l'action de l'UNEF. s'est le plus attachée les dernières années ; il se trouve que c'est le groupe auquel s'applique parfaitement le système de l'**assistance**.

— le groupe « travail-salaire » ; on y trouve au contraire des problèmes qui sont communs à tout le milieu, la spécificité de celui-ci reposant essentiellement sur son activité, en l'occurrence le travail universitaire. Les syndicats ouvriers ont, eux, toujours accordé la priorité à ce groupe de revendications.

Il nous a donc semblé qu'il était nécessaire de démarrer une revendication réelle dans ce domaine.

a) d'abord en demandant un travail étudiant renoué. Nos propositions doivent reposer sur une critique complète de ce qu'est aujourd'hui le travail universitaire ⁽⁴⁾. Il nous paraît que les deux défauts principaux de la **passivité** et l'**individualisme**. Les deux sont liés : la passivité se manifeste à travers l'absence de critique, de participation véritable au cours, à travers un enseignement qui nous demande de savoir répéter ce qu'on nous a dit de

⁴ cf. Rapport « Enseignement supérieur » - Le travail étudiant, document préparatoire au stage de Bordeaux.

l'individualisme du travail de l'étudiant est général, quelle que soit la forme que prend ce travail (amphi, T.P., travail seul), quelle que soit l'activité universitaire considérée (devoir, examen, thèse, etc...). « Cet individualisme est lié au rôle imparti à l'Université dans notre régime : non pas moyen de promotion de masse, mais instrument de l'accession **individuelle** aux couches supérieures de la société ». ⁽⁵⁾

Ce bref rappel de notre critique du travail étudiant pour montrer que l'analyse des problèmes étudiants est un biais par lequel nous voyons la nécessité d'une revendication pour une réforme de l'Université. Car la conception de l'Enseignement supérieur qui préside la réforme que nous voulons préparer repose d'abord sur la création d'un travail étudiant actif, créateur, collectif.

Le fait de poser les problèmes du travail étudiant doit avoir un puissant effet mobilisateur. En effet, ils intéressent tous les étudiants, quelles que soient les catégories, les disciplines ; également ils sont rattachés au devenir et, de ce fait, les solutions proposées contiennent des possibilités de transformation de la profession elle-même (les exemples les plus flagrants pouvant être ceux de la médecine, de l'enseignement, etc...). Enfin, ils permettent une stratégie syndicale très dynamique, vis à vis des étudiants en les liant à une syndicalisation accrue, et vis à vis de l'opinion publique comme introduisant la revendication du salaire.

b) la revendication du salaire est le type même de la revendication unifiante. Le salaire étudiant a pour effet, et de sanctionner un travail répondant aux qualités définies ci-dessus, et de donner aux étudiants un niveau de vie unifié et décent.

Autrement dit, le thème « salaire étudiant » doit être le **ciment** de toute notre action revendicative.

L'ORGANISATION DE LA CAMPAGNE

Les objectifs

La campagne doit donc être axée sur le travail étudiant sous deux lignes directives :

— réforme de l'Université (contenu, méthodes, structures), et moyens de cette réforme ;

— salaire étudiant obtenu dans le cadre d'une loi programme.

Devant être réalisée à la fois par la prise en charge par les étudiants de leurs propres problèmes et par la revendication vis à vis des pouvoirs publics, les objectifs prendront deux formes principales :

— à l'intérieur des facs une action liée au renouveau de la démocratie interne au mouvement. C'est dans ce sens que vont

- « l'opération G.T.U. »

- les « cahiers de revendications » qui devront, être élaborés par les étudiants, en principe par « amphis », doivent permettre de faire définir par l'ensemble du monde étudiant ses besoins pour la période du Ve plan.

- Opération G.T.U. et cahiers de revendications doivent constituer des occasions de réaliser petit à petit à la base une collaboration entre étudiants et professeurs qui ira dans le sens de la cogestion de l'Université, qui, plus que jamais, est pour nous un objectif essentiel.

— **vis-à-vis des pouvoirs publics :**

- **Réforme** de l'enseignement supérieur : établissement d'un plan de réforme (mais auquel participent les étudiants!) En même temps, **revendications urgentes de certaines disciplines.**

- **Les moyens budgétaires** pour faire face à la crise et pour mettre en route la réforme : locaux, maîtres, etc...

- **Le salaire des étudiants** mis en place progressivement dans le cadre d'une loi-programme au fur et à mesure de la réforme de l'enseignement supérieur : la première étape devant intervenir immédiatement : étudiants au-delà de la licence (3e cycle et doctorat), des dernières années de médecine, des grandes écoles, c'est-à-dire ceux qui immédiatement ont un travail réel (et contrôlé) et créateur (recherche).

Enfin, nous avons également décidé de dénoncer au cours de cette action les tentatives du gouvernement de mise en tutelle de l'Education nationale (affaire du C.N.O., « expérience administrative », etc...).

Déroulement de la campagne

a) *préparation.*

Dans cette nouvelle campagne il importe de faire un grand effort sur le plan sensibilisation du milieu : campagnes d'explication, propagande, enquêtes, etc.

Le lancement des G.T.U. doit être également très soigneusement préparé : les A.G.E. et les Corpos doivent organiser la formation d'animateurs pour laquelle, au fur et à mesure du développement de la campagne, le bureau national de l'U.N.E.F. essaiera de centraliser les conseils, les expériences, les moyens matériels de

⁵ Jean-Paul Malrieu, article dans « L'enseignement Supérieur ».

cette formation. De plus, il est très important que l'accord avec les professeurs pour le lancement des G.T.U. ne soit pas que verbal, mais se concrétise effectivement par des discussions avec eux, et à tous les niveaux, l'établissement de commissions pédagogiques.

Dans le sens de l'établissement des cahiers de revendications, il est bon d'amener les étudiants à exprimer le bilan de la situation actuelle de l'Université à travers ce qu'ils voient dans leur amphi, dans leur fac, leur ville. Il est important que nos camarades sentent que les revendications lancées par le mouvement sont le résultat de ce qu'ils ont effectivement ressenti.

Il est d'ailleurs difficile de faire le tour de tous les moyens propres non seulement à créer un climat favorable à la revendication, mais à y faire participer activement les étudiants. Mais il importe que tous les responsables soient conscients du renouveau de nos méthodes syndicales impliqué par celui de nos objectifs.

b) formes de l'action ⁽⁶⁾

— avant le 25 novembre :

— mise en route de l'opération G.T.U., avec l'aide des enseignants (accord du S.N.E.S Sup et du S.G.E.N., consignes de ces syndicats aux enseignants).

— démarrage de la rédaction des cahiers de revendications.

— actions partielles sur des problèmes locaux,

— sensibilisation de l'opinion publique après des manifestations telles que les rentrées solennelles « folkloriques », les cours magistraux sur la place publique, etc...

b) après le 25 novembre :

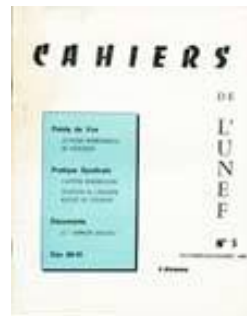
Toutes les actions entreprises localement, par les étudiants et par les enseignants doivent être synthétisées dans la grande action nationale correspondant à la plateforme ci-dessus. Cette action devra prendre une forme « dure » : grève longue, etc..., pour sortir des journées revendicatives aussi traditionnelles qu'inefficaces.

Vers une nouvelle méthodologie de notre Revendication

Du succès de cette première campagne dépend peut être l'avenir de l'action revendicative qui a été définie par le mouvement. C'est pourquoi on peut dire, sans exagérer, que c'est à une mobilisation de toutes les énergies qu'il faut faire

appel pour que, rapidement, le « tonus » de notre action soit porté à un haut niveau.

Michel MOUSEL.



Cahiers de l'UNEF n° 5 –
Octobre novembre 1963. Pages 5 à 8

⁶ sous réserve des décisions intersyndicales avec le S.G.E.N. et le S.N.E.S. Sup.